

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2001 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium voor wat betreft de handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning, het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar en de medewerking van een architect niet vereist worden;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het eerste lid van artikel 263 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 juni 1999 en 5 juli 2001 tot bepaling van de lijst van de handelingen en werken waarvoor het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist wordt, wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 263. Voorzover ze geen afwijking van de wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen inhouden, wordt het advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist voor de volgende handelingen en werken :".

Art. 2. Punt 7° van artikel 264 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 juni 1999 en 5 juli 2001 tot bepaling van de lijst van de handelingen en werken waarvoor de medewerking van een architect niet vereist wordt, wordt gewijzigd als volgt :

"7° de handelingen en werken bedoeld in artikel 263, 2° à 5°, 7° à 10°, 12° à 14°, 17° à 23°, en 26° à 28° van het Wetboek;".

Art. 3. Dit besluit is toepasselijk op de vergunningaanvragen die het voorwerp uitmaken van een bericht van ontvangst met ingang van de vijftiende dag na de inwerkingtreding ervan.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2859

[2004/202349]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er}bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999, modifié le 8 juin 2001, le 25 octobre 2001, le 19 décembre 2002 et le 29 avril 2004;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 76, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 17 juillet 2001;

Vu l'avis 33.827/2/V du Conseil d'Etat, donné le 31 juillet 2002;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré un chapitre XVIIsexies au titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine contenant les articles 442/1 à 442/3, rédigé comme suit :

« Chapitre XVIIsexies. Du règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud. »

Art. 442/1. Le présent chapitre s'applique aux bâtiments ou parties de bâtiments destinés à l'habitation ou à l'hébergement de personnes, en ce compris les studios, les flats et les kots, les internats et les homes pour étudiants, les hôtels, les établissements de soins, les résidences pour personnes âgées, ainsi qu'aux crèches, aux haltes-garderies, aux écoles et aux bibliothèques, à ériger dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud.

Art. 442/2. Le présent chapitre s'applique aux actes et travaux visés à l'article 84, § 1^{er}, se rapportant à :

1° toute nouvelle construction;

2° toute transformation ou modification de la destination de bâtiment ou partie de bâtiment visé à l'article 442/1, impliquant une extension de la superficie habitable ou une augmentation du volume bâti.

Il ne s'applique pas aux actes et travaux se rapportant à des bâtiments classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde.

Art. 442/3. § 1^{er}. Dans les zones B, C et D du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset, l'affaiblissement du bruit se calcule par référence aux dispositions de l'article 1^{er}bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, paragraphe 5, alinéa 1^{er}, 2^o, pour l'insonorisation des pièces de nuit et alinéa 2, 2^o, pour l'insonorisation des pièces de jour.

Dans les zones B, C et D du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, l'affaiblissement du bruit se calcule par référence aux dispositions de l'article 1^{er}bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, paragraphe 5, alinéa 2, 2^o, pour l'insonorisation des pièces de jour.

§ 2. La mesure d'isolement acoustique s'effectue selon l'annexe 1^{re}.

Le formulaire Dn, en annexe 2, à établir sous la responsabilité d'un architecte, doit être joint, en trois exemplaires, à la demande de permis. »

Art. 2. Dans le même Code, l'article 265, 4^o, est remplacé par le texte suivant :

« 4^o dans une zone où s'applique le règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions visé au chapitre XVIIsexies du titre 1^{er} du livre IV du Code. »

Art. 3. Dans le même Code, un article 450^{quater} est inséré :

« Art. 450^{quater}. Les fonctionnaires et agents de la Direction générale des Services techniques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports désignés spécialement par le Ministre de l'Aménagement du Territoire sont compétents pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du chapitre XVIIsexies. »

Art. 4. Le Ministre qui a la Gestion aéroportuaire dans ses attributions et le Ministre de l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 1^{re}

Mesure de l'isolement acoustique brut normalisé

Pour l'application de l'article 442/3 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, la mesure de l'isolement acoustique brut standardisé $D_{1s,2m,T}$ aux bruits aériens des façades et éléments de façade s'effectue selon les principes de la norme NBN-EN-ISO 140.5 : 1998 selon la méthode « haut-parleur global », sous réserve de ce que :

1^o au point 5.4, le haut-parleur est du type omnidirectionnel et est placé, si possible à un mètre au dessus de la corniche la plus haute. Des restrictions sur cette position sont cependant acceptées si les conditions pratiques le requièrent. Les mesures s'effectueront avec un minimum de 2 positions différentes de la source, par bâtiment, afin d'exciter correctement les façades;

2^o au point 4.2, le haut-parleur produit un bruit rose;

3^o au point 5.3, les mesures sont effectuées par bande d'octave.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 2

Formulaire D_n

Calcul du niveau d'isolation acoustique des locaux.

A	Référence du local			
B	Paroi du local	Indice d'affaiblissement Rw + C	Surface	Remarques
	1. murs extérieurs :			
	.			
	.			
	2. fenêtres :			
	.			
	.			
	3. caissons à volets :			
	.			
	.			
	4. murs intérieurs :			
	.			
	.			
	5. portes extérieures :			
	.			
	.			
	6. portes intérieures :			
	.			
	.			
	7. toiture			
	8. fenêtres en toiture			
	9. planchers au-dessus d'espace insonorisé			
	10. planchers sur espace ouvert			
C	Ventilation : - amenées d'air - extractions	Type : Dne Débit :		
D	Ponts phoniques	Risques		
E	Isolement normalisé du local (selon EN - ISO 717)	Valeur DnT, A		

Date

Signature de l'architecte,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2859

[2004/202349]

3. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung in Sachen Städtebau über die akustische Qualität der Wohnhäuser in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18 Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels *1bis*, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999, abgeändert am 8. Juni 2001, am 25. Oktober 2001, am 19. Dezember 2002 und am 29. April 2004;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 76, Absatz 1, 5°;

Aufgrund des am 17. Juli 2001 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 31. Juli 2002 abgegebenen Gutachtens 33.827/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien und des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Titel I des Buches IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, das die Artikel 442/1 bis 442/3 umfasst, wird ein wie folgt abgefasstes Kapitel *XVIIsexies* eingefügt:

“Kapitel *XVIIsexies*. Regelung in Sachen Städtebau über die akustische Qualität der Wohnhäuser in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd.”

Art. 442/1. Das vorliegende Kapitel findet Anwendung auf die zu Wohn- oder Beherbergungszwecken von Personen bestimmten Gebäude oder Teile von Gebäuden, einschließlich Studios, Einzimmerwohnungen und Studentenzimmer, Internate und Studentenheime, Hotels, Pflegeeinrichtungen, Altenheime, sowie Kinderkrippen, Kinderaufnahmestellen, Schulen und Bibliotheken, die in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd zu errichten sind.

Art. 442/2. Das vorliegende Kapitel findet Anwendung auf die in Artikel 84, § 1 erwähnten Handlungen und Arbeiten in Bezug auf:

1° jeglichen Neubau;

2° jegliche in Artikel 442/1 erwähnten Veränderungen oder Änderungen der Zweckbestimmung eines Gebäudes oder eines Teils eines Gebäudes, die eine Erweiterung der Wohnfläche oder eine Erhöhung des Bauvolumens nach sich ziehen.

Das Kapitel findet keine Anwendung auf Handlungen und Arbeiten an denkmalgeschützten Gebäuden oder an Gebäuden, die auf der Schutzliste stehen.

Art. 442/3. § 1. In den Zonen B, C und D des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Lüttich-Bierset wird die Schalldämpfung unter Bezugnahme auf die Bestimmungen von Artikel *1bis* des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung Paragraph 5, Absatz 1, 2° für die Schalldämmung der Schlafräume und Absatz 2, 2° für die Schalldämmung der Tagesräume berechnet.

In den Zonen B, C und D des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens Charleroi-Brüssel Süd wird die Schalldämpfung unter Bezugnahme auf die Bestimmungen von Artikel *1bis* des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung Paragraph 5, Absatz 2, 2° für die Schalldämmung der Tagesräume berechnet.

§ 2. Die Messung der Schallpegeldifferenz wird gemäß Anlage 1 vorgenommen.

Das unter Aufsicht eines Architekten zu erstellende Dn-Formular in Anlage 2, ist dem Genehmigungsantrag in dreifacher Ausfertigung beizufügen.”

Art. 2 - In demselben Gesetzbuch wird Artikel 265, Punkt 4° durch folgenden Text ersetzt:

“4° in einem Gebiet, in dem die Städtebauordnung bezüglich der akustischen Qualität der in Kapitel *XVIIsexies* des Titels I des Buches IV des Gesetzbuches erwähnten Bauten Anwendung findet”.

Art. 3 - In demselben Gesetzbuch wird ein Artikel *450quater* eingefügt:

“Art. *450quater*. Die eigens durch den Minister der Raumordnung bezeichneten Beamten und Bediensteten der Generaldirektion der technischen Dienste des Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen sind befugt, Verstöße gegen die Bestimmungen des Kapitels *XVIIsexies* aufzuspüren und festzustellen.”

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört und der Minister der Raumordnung werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 1

MESSUNG DER NORM-SCHALLPEGELDIFFERENZ

Für die Anwendung des Artikels 442/3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird die Messung der Norm-Schallpegeldifferenz $D_{is,2m,n_T}$ bezüglich des Fluglärms der Fassaden und Fassadenelementen gemäß den Prinzipien der Norm NBN-EN-ISO 140.5: vorgenommen: 1998 gemäß der Methode des "globalen Lautsprechers", unter Vorbehalt der nachstehenden Umstände:

1° in Punkt 5.4 handelt es sich um einen omnidirektionalen Lautsprecher, der möglichst einen Meter über dem höchsten Sims angebracht wird. Beschränkungen über diese Position werden jedoch zugelassen, wenn es die praktischen Umstände erfordern. Die Messungen erfolgen mit mindestens 2 verschiedenen Ausrichtungen der Lärmquelle je Gebäude, um die Fassaden korrekt auszusetzen;

2° in Punkt 4.2 verbreitet der Lautsprecher verstärkten Lärm;

3° in Punkt 5.3 werden die Messungen gemäß normalen Frequenzen in Intervallen von einer Oktave vorgenommen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur Regelung in Sachen Städtebau über die akustische Qualität der Wohnhäuser in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 2

Formular D_n
Berechnung des Niveaus der Schallisolierung der Räume

A	Raumangabe			
B	Raumwand	Dämpfungsindiz $R_w + C$	Fläche	Anmerkungen
	1. Außenwände:			
	.			
	.			
	2. Fenster:			
	.			
	.			
	3. Rollladenkästen:			
	.			
	.			
	4. Innenwände:			
	.			
	.			
	5. Außentüren:			
	.			
	.			
	6. Innentüren:			
	.			
	.			
	7. Dach			
	8. Dachfenster			
	9. Fußböden über schallgedämmten Räumen			
	10. Fußböden auf offenen Räumen			
C	Belüftung: - Luftzufuhr - Abzug	Typ: Dne Emissionsrate:		
D	Schallbrücken	Risiken		
E	Norm-Schallpegeldifferenz (gemäß EN - ISO 717)	DnT, A Wert		

Datum

Unterschrift des Architekten,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur Regelung in Sachen Städtebau über die akustische Qualität der Wohnhäuser in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel-Süd als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2859

[2004/202349]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende stedenbouwkundig reglement over de geluidskwaliteit van de bouwwerken in de zones B, C en D van de plannen voor de langetermijnontwikkeling van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussel Zuid

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1*bis*, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, gewijzigd op 8 juni 2001, 25 oktober 2001, 19 december 2002 en 29 april 2004;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 76, eerste lid, 5^o;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening van 17 juli 2001;

Gelet op het advies 33.827/2/V van de Raad van State, gegeven op 31 juli 2002;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Titel I van Boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld met een hoofdstuk XVII*sexies* dat de artikelen 442/1 tot 442/3 bevat, luidend als volgt :

« Hoofdstuk XVII*sexies*. Stedenbouwkundig reglement over de geluidskwaliteit van de bouwwerken in de zones B, C en D van de plannen voor de langetermijnontwikkeling van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussel Zuid »

Art. 442/1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor woning of voor de huisvesting van personen, met inbegrip van de studio's, flats, en kotten, internaten en studentenhuisen, hotels, inrichtingen voor geneeskundige verzorging, bejaardentehuizen, crèches, kinderopvangplaatsen, scholen en bibliotheken die in de zones B, C en D van de plannen voor de langetermijnontwikkeling van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussel Zuid opgericht moeten worden.

Art. 442/2. Dit hoofdstuk is van toepassing op de handelingen en werken bedoeld in artikel 84, § 1, m.b.t. :

1^o elke nieuwe bouw;

2^o elke verbouwing of wijziging van de bestemming van het gebouw of van een deel van het gebouw bedoeld in artikel 442/1 die een uitbreiding van de bewoonbare oppervlakte of een verhoging van het bebouwde volume met zich meebrengt.

Het is niet van toepassing op de handelingen en werken m.b.t. beschermde gebouwen of gebouwen die op de beschermingslijst staan.

Art. 442/3. § 1. In de zones B, C en D van het plan voor de langetermijnontwikkeling van de luchthaven Luik-Bierset wordt de geluidsvermindering berekend op grond van de bepalingen van artikel 1*bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, § 5, eerste lid, 2^o, wat de geluidsisolatie van de nachtvertrekken betreft, en tweede lid, 2^o, wat de geluidsisolatie van de dagvertrekken betreft.

In de zones B, C en D van het plan voor de langetermijnontwikkeling van de luchthaven Charleroi-Brussel Zuid wordt de geluidsvermindering berekend op grond van de bepalingen van artikel 1*bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, § 5, tweede lid, 2^o, wat de geluidsisolatie van de dagvertrekken betreft.

§ 2. De geluidsisolatie wordt gemeten overeenkomstig bijlage 1.

Het in bijlage 2 bedoelde formulier Dn, dat onder de verantwoordelijkheid van een architect moet worden opgesteld, wordt in drie exemplaren bij de vergunningsaanvraag gevoegd. »

Art. 2. In hetzelfde Wetboek wordt artikel 265, 4^o, vervangen als volgt :

« 4^o in een zone waarop het stedenbouwkundig reglement over de geluidskwaliteit van de bouwwerken bedoeld in hoofdstuk XVII*sexies* van titel I, Boek IV, van het Wetboek van toepassing is ».

Art. 3. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 450*quater* :

« Art. 450*quater*. De ambtenaren en personeelsleden van het Directoraat-generaal Technische Diensten van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, speciaal aangewezen door de Minister van Ruimtelijke Ordening, zijn bevoegd voor de opsporing en vaststelling van inbreuken op de bepalingen van hoofdstuk XVII*sexies*. »

Art. 4. De Minister die voor het Luchthavenbeheer bevoegd is en de Minister van Ruimtelijke Ordening zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 1

METING VAN DE GENORMALISEERDE BRUTOGELUIDSISOLATIE

Voor de toepassing van artikel 442/3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt de gestandaardiseerde geluidsisolatie $D_{is,2m,n_T}$ van de gevels en gevelementen tegen luchthavengeluid opgemeten volgens de beginselen van de norm EN - ISO-140-5 : 1998 via de methode van de « globale luidspreker », onder voorbehoud van wat volgt :

1. punt 5.4 : de luidspreker is van het type « alle richtingen » en wordt zo mogelijk op een hoogte van één meter boven de hoogste dakgoot geplaatst. Beperkingen op die plaats worden evenwel aanvaard indien vereist door praktische omstandigheden. De opmetingen worden uitgevoerd met een minimum van twee verschillende opstellingen tegenover de geluidsbron per gebouw zodat de gevels op een correcte manier aan de geluidsgolven worden blootgesteld;

2. punt 4.2 : de luidspreker produceert een versterkt geluid;

3. punt 5.3 : de opmetingen worden op de normale frequenties met verschillen van één octaaf uitgevoerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 houdende stedenbouwkundig reglement over de geluidskwaliteit van de bouwwerken in de zones B, C en D van de plannen voor de langetermijnontwikkeling van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussel Zuid.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 2

Formulier Dn

Berekening van het niveau van de geluidsisolatie van de lokalen.

A	Referentie van het lokaal			
B	Wand van het lokaal	Verminderings-coëfficiënt $R_w + C$	Opper-vlakte	Opmerkingen
	1. buitenmuren :			
	.			
	.			
	2. ramen :			
	.			
	.			
	3. caissons met luiken :			
	.			
	.			
	4. binnenmuren :			
	.			
	.			
	5. buitendeuren :			
	.			
	.			
	6. binnendeuren :			
	.			
	.			
	7. dak			

	8. ramen in het dak			
	9. vloeren boven een ruimte met geluids-isolatie			
	10 vloeren op een open ruimte			
C	Ventilatie : - luchttoevoer - luchtextractie	Type : Dne Debiet :		
D	Geluidsbruggen	Risiko's		
E	Genormaliseerde isolatie van het lokaal (volgens EN - ISO 717)	Waarde DnT, A		

Datum

Handtekening van de architect,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 houdende stedenbouwkundig reglement over de geluidskwaliteit van de bouwwerken in de zones B, C en D van de plannen voor de langetermijntontwikkeling van de luchthavens Luik-Bierset en Charleroi-Brussel Zuid.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

—————

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 2860

[2004/202366]

11 JUNI 2004. — Arrêté ministériel portant réduction, à titre promotionnel, des redevances dues pour l'atterrissage des aéronefs sur l'aéroport de Brussels South Charleroi

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu le décret du 23 juin 1994 portant création des aéroports wallons relevant de la Région wallonne, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports relevant de la Région wallonne, notamment l'article 7, § 3;

Considérant la politique de développement des aéroports wallons arrêtée par le Gouvernement aux termes, notamment, de sa décision-cadre du 20 juillet 2000;

Considérant que cette politique peut être mise en œuvre notamment par l'instauration d'un tarif promotionnel visant à attirer et fidéliser, sans discrimination, toute compagnie aérienne opérant ou ayant l'intention d'opérer des lignes régulières à partir de l'aéroport de Brussels South Charleroi;

Considérant la décision de la Commission européenne du 12 février 2004 concernant les avantages consentis par la Région wallonne et Brussels South Charleroi Airport à la compagnie aérienne Ryanair lors de son installation à Charleroi, décision notifiée à l'Etat belge le 13 février 2004, par laquelle la Commission a jugé que les rabais sur les redevances pratiqués à l'égard des usagers de l'aéroport de Brussels South Charleroi en vertu de l'article 7, § 3, de l'arrêté du 16 juillet 1998, sont incompatibles avec le traité CE;

Considérant, en conséquence, la nécessité de faire sortir les effets du présent arrêté au 13 février 2004, date de la notification de la décision de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juin 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un nouveau régime de redevances promotionnelles doit entrer en vigueur de toute urgence; que, dans sa décision du 12 février 2004 précitée, la Commission européenne a donné aux autorités wallonnes jusqu'au 13 avril 2004 pour remédier aux incompatibilités de l'actuel régime de rabais avec le traité CE;

Considérant par ailleurs que la fixation de tarifs promotionnels est indispensable aux fins de garantir le maintien des relations avec les usagers de l'aéroport, ainsi que le développement économique de l'aéroport;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

« ligne régulière » : une série de vols effectués, à titre onéreux, au moyen d'aéronefs destinés à transporter des passagers dans des conditions telles que, sur chaque vol, des sièges vendus individuellement sont mis à la disposition du public, et dès lors que cette série de vols est organisée de façon à assurer une liaison entre les mêmes deux aéroports, selon un horaire publié.

Art. 2. A titre promotionnel, la redevance due pour l'atterrissage d'un aéronef assurant une ligne régulière est fixée à 1 euro par passager.

Cette réduction ne vaut que pour une durée de trente-six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.